

A 1988
7322

BIBLIOTHÈQUE DE LA FACULTÉ DE DROIT
DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

✓
XVII

La participation directe du citoyen à la vie politique et administrative

•

Travaux des
XII^{es} Journées d'études juridiques Jean Dabin
sous la direction de Francis Delpérée

BRUYLANT
BRUXELLES

1 9 8 6

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LA PARTICIPATION DIRECTE DU CITOYEN

ASPECTS GÉNÉRAUX

	PAGES
Introduction , par Jean RIVERO	7
Section 1. — LA PARTICIPATION ET L'IDÉOLOGIE DÉMOCRATIQUE	8
Section 2. — LA PARTICIPATION ET LA DÉMOCRATIE CONCRÈTE	11
Section 3. — LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE	18
Le citoyen, le pouvoir politique et l'administration. Réflexions sur la démocratie , par Jean LADRIÈRE . .	21
Représentation et participation dans la vie politique et administrative , par Jean BOULOUIS	49
Section 1. — LA PARTICIPATION DIRECTE À LA VIE POLITIQUE	55
Section 2. — LA PARTICIPATION DIRECTE À LA VIE ADMINISTRATIVE	61

DEUXIÈME PARTIE

LA PARTICIPATION DIRECTE DU CITOYEN À LA VIE POLITIQUE

ASPECTS GÉNÉRAUX

Principes et modalités de la démocratie directe , par Blaise KNAPP	71
Section 1. — POURQUOI LA DÉMOCRATIE DIRECTE ?	72
§ 1 ^{er} . — <i>La souveraineté</i>	72
§ 2. — <i>La légitimation de l'autorité</i>	73
§ 3. — <i>La protection contre la dictature et la justification du caractère obligatoire de l'ordre juridique</i>	73
Section 2. — LE COMMENT DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE . .	74
§ 1 ^{er} . — <i>Démocratie directe et démocratie représentative</i> . .	75

	PAGES
§ 2. — <i>Le champ de la démocratie directe</i>	77
A. — <i>Participation et démocratie directe</i>	77
B. — <i>Les règles générales et abstraites</i>	78
C. — <i>Les décisions</i>	80
D. — <i>La démocratie communale</i>	82
§ 3. — <i>Les instruments de la démocratie directe</i>	83
§ 4. — <i>Les buts pratiques de la démocratie directe</i>	86
§ 5. — <i>Les conditions d'un fonctionnement normal de la démocratie directe</i>	87
§ 6. — <i>Les limites de la démocratie directe</i>	88
Section 3. — <i>DES DANGERS POUR LA DÉMOCRATIE DIRECTE</i>	90
§ 1 ^{er} . — <i>Le danger de la primauté des intérêts particuliers.</i>	90
§ 2. — <i>La surcharge</i>	91
§ 3. — <i>La libre expression de l'opinion</i>	93
Les référendums. Aspects de droit comparé, par Jochen FROWEIN	97
INTRODUCTION	97
Section 1. — LE RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL	98
§ 1 ^{er} . — <i>Le référendum constitutionnel obligatoire</i>	98
§ 2. — <i>Le référendum constitutionnel facultatif</i>	100
§ 3. — <i>Le référendum et le rang de la Constitution</i>	101
Section 2. — LE RÉFÉRENDUM LÉGISLATIF	102
§ 1 ^{er} . — <i>Les sources générales</i>	102
§ 2. — <i>Le référendum législatif, contre-pouvoir de l'opposition</i>	103
Section 3. — L'APPEL AU PEUPLE DANS D'AUTRES CAS	104
§ 1 ^{er} . — <i>L'appel au peuple prévu pour des matières limitées</i>	104
§ 2. — <i>L'appel discrétionnaire au peuple</i>	104
Section 4. — LA PRATIQUE DES RÉFÉRENDUMS AU NIVEAU NATIONAL OU ÉTATIQUE	106
§ 1 ^{er} . — <i>La Suisse</i>	106
§ 2. — <i>L'Allemagne</i>	108
§ 3. — <i>La France</i>	110
Section 5. — LE RÉFÉRENDUM AUX NIVEAUX RÉGIONAL ET LOCAL	113
Section 6. — LE RÉSULTAT DU RÉFÉRENDUM	114
§ 1 ^{er} . — <i>Référendum consultatif et décisoire</i>	114
§ 2. — <i>La nouvelle légitimité</i>	114
§ 3. — <i>Rang supérieur de la décision prise par référendum</i>	115
Section 7. — EVALUATION	116
§ 1 ^{er} . — <i>Le référendum pour des décisions essentielles</i>	116

§ 2. — <i>Le référendum comme moyen de la politique quotidienne</i>	117
§ 3. — <i>Le référendum et la notion de la démocratie</i>	119
La réglementation du financement des campagnes référendaires, par Pierre PATENAUDE	123
Section 1. — LE PRINCIPE	123
Section 2. — LES MODALITÉS	124
§ 1 ^{er} . — <i>Un élément essentiel : le regroupement</i>	124
§ 2. — <i>A la recherche d'une parité économique</i>	127
A. — Accorder une subvention convenable et égale aux comités	127
B. — Exiger la divulgation des montants dépensés et reçus	127
C. — Dévoiler la provenance des fonds	128
D. — Fixer une limite au montant des dons et aux donateurs	129
E. — Déterminer un seuil maximal aux dépenses	130
Le plébiscite international, par Paul DE VISSCHER	137
Section 1. — NOTION ET CRITÈRES DU PLÉBISCITE INTERNATIONAL	137
Section 2. — LE RÔLE DU PLÉBISCITE DANS L'HISTOIRE DU DROIT INTERNATIONAL	140
§ 1 ^{er} . — <i>La Révolution française</i>	140
§ 2. — <i>Le triomphe du principe des nationalités</i>	141
§ 3. — <i>Les traités de paix de 1919 et l'époque de la Société des Nations</i>	143
§ 4. — <i>Les règlements territoriaux consécutifs à la seconde guerre mondiale</i>	147
§ 5. — <i>La Charte des Nations Unies et le nouveau droit des peuples à disposer d'eux-mêmes</i>	147
A. — Signification du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	147
B. — Le plébiscite comme méthode d'autodétermination des colonies	150
C. — Le plébiscite, moyen privilégié d'autodétermination des populations des territoires sous tutelle	151
ÉLECTIONS, RÉFÉRENDUMS ET CONSULTATIONS EN BELGIQUE	
L'introduction dans la Constitution du référendum législatif d'initiative populaire, par Didier REYNDEERS	159
L'introduction du référendum en droit belge, par Yves LEJEUNE et Jacques REGNIER	171

	PAGES
Section 1. — LES OBSTACLES CONSTITUTIONNELS	172
§ 1 ^{er} . — <i>En matière constitutionnelle</i>	172
§ 2. — <i>En matière législative</i>	172
§ 3. — <i>En matière décrétable</i>	177
Section 2. — LES INITIATIVES PARLEMENTAIRES	178
§ 1 ^{er} . — <i>Des propositions de circonstance</i>	178
§ 2. — <i>Vers une institutionnalisation de la consultation ou du référendum ?</i>	182
A. — Les consultations	184
B. — Les référendums	186
Section 3. — LES PERSPECTIVES RÉFÉRENDAIRES	188
§ 1 ^{er} . — <i>Les incidences de l'introduction du référendum</i>	188
§ 2. — <i>L'adaptation des techniques référendaires</i>	191
§ 3. — <i>L'insertion du système référendaire dans l'ordonnance- ment juridique</i>	196
Débat sur les élections, les référendums et les consultations populaires en Belgique	199
Les modalités de participation des citoyens à la vie com- munale, par Charles-Ferdinand NOTHOMB	219
Le référendum local, par Paul LEWALLE	227
Section 1. — LE RÉFÉRENDUM LOCAL COMME SOURCE DE DÉCI- SION	228
§ 1 ^{er} . — <i>Les fondements constitutionnels des pouvoirs locaux</i>	228
§ 2. — <i>Les lois provinciale et communale</i>	230
§ 3. — <i>Propositions de loi pendantes devant des assemblées législatives</i>	231
§ 4. — <i>L'objection d'ordre constitutionnel à l'introduction du référendum de décision au niveau local</i>	233
Section 2. — LE RÉFÉRENDUM COMME SOURCE D'INFORMATION	235
§ 1 ^{er} . — <i>Le référendum consultatif provincial</i>	237
A. — Les textes	237
B. — Application	239
C. — Proposition de loi pendante devant une assemblée législative	240
§ 2. — <i>Le référendum consultatif communal</i>	241
A. — Les textes	241
B. — Jurisprudence des autorités administratives	243
C. — Propositions de loi ou de décret pendantes devant une assemblée législative	245

TROISIÈME PARTIE

**LA PARTICIPATION DIRECTE
DU CITOYEN
À LA VIE ADMINISTRATIVE**

ASPECTS GÉNÉRAUX

	PAGES
Principes et modalités de la participation à la vie administrative, par Eduardo GARCÍA DE ENTERRÍA	251
Section 1. — L'APPARITION DES IDÉES DE PARTICIPATION ET LEUR ENVIRONNEMENT	251
Section 2. — LE CONCEPT ET LES TYPES DE PARTICIPATION DU CITOYEN À L'ADMINISTRATION	257
Section 3. — LA PARTICIPATION ADMINISTRATIVE ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	266
Section 4. — LA PARTICIPATION ET L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'ADMINISTRATION	269
Section 5. — LA PARTICIPATION ET L'ACTION SOCIALE ET CULTURELLE DE L'ADMINISTRATION	271
CONCLUSIONS	273
Les conditions de participation du citoyen à la vie administrative, par Sabino CASSESE	275

**TECHNIQUES ET SECTEURS
DE LA PARTICIPATION ADMINISTRATIVE**

La participation et l'aménagement de l'espace, par Michel FROMONT	283
Section 1. — LA PARTICIPATION DES PROPRIÉTAIRES À L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE	286
§ 1 ^{er} . — <i>La forme normale de la participation des propriétaires à l'aménagement de l'espace : la contestation de la décision à venir</i>	287
A. — Les procédures d'expropriation	287
B. — Les autorisations d'aménagement	288
§ 2. — <i>La forme exceptionnelle de la participation des propriétaires à l'aménagement de l'espace : la gestion collective des propriétés par un groupement forcé</i>	289
A. — L'aménagement collectif des propriétés rurales	290
B. — La gestion collective des propriétés urbaines	290

Section 2. — LA PARTICIPATION DES HABITANTS À L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE	291
§ 1 ^{er} . — <i>La participation des habitants à l'octroi des autorisations de projets d'aménagement préjudiciables à l'environnement</i>	292
§ 2. — <i>La participation des habitants à l'élaboration des plans relatifs à l'aménagement de l'espace</i>	293
CONCLUSIONS	295
La participation et les activités économiques, par Paul ORIANNE	297
INTRODUCTION	297
Section 1. — LE POUVOIR ÉCONOMIQUE	298
Section 2. — LA NOTION DE CITOYEN	299
Section 3. — TYPOLOGIE DES RÔLES ET DES RELATIONS ÉCONOMIQUES	302
Section 4. — LA PLANIFICATION ET LA RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUES	306
Section 5. — LA POLICE ÉCONOMIQUE	309
Section 6. — LES EXONÉRATIONS FISCALES ET LES SUBVENTIONS	313
Section 7. — LES ACTIVITÉS PUBLIQUES DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION	315
Section 8. — LES ACTES DE LA CONSOMMATION PUBLIQUE	317
Section 9. — APPRÉCIATION GÉNÉRALE	319
A. — Dans l'ordre administratif	320
B. — Dans l'ordre « politique » (les intérêts)	321
C. — Dans l'ordre économique	325
La participation et les activités sociales et culturelles, par Céline WIENER et Francis HAMON	329
Section 1. — LES DIFFICULTÉS DE LA PROBLÉMATIQUE	330
§ 1 ^{er} . — <i>Une expression ambiguë</i>	331
§ 2. — <i>Une utilité controversée</i>	334
Section 2. — LES AVATARS DE LA RÉALISATION	337
§ 1 ^{er} . — <i>L'aménagement du pouvoir</i>	338
A. — La consultation	338
B. — La concertation	340
C. — Le référendum consultatif	342

	PAGES
§ 2. — <i>Le partage du pouvoir</i>	343
A. — <i>La cogestion</i>	344
B. — <i>La dévolution</i>	346
§ 3. — <i>Le référendum de décision</i>	347
Section 3. — <i>LES ALÉAS DE L'AVENIR.</i>	348
§ 1 ^{er} . — <i>Une efficacité encore limitée</i>	349
A. — <i>Selon les pays</i>	349
B. — <i>Selon les secteurs d'activité</i>	349
C. — <i>Selon les individus</i>	350
§ 2. — <i>Des perspectives plus encourageantes</i>	351
Conclusions générales , par Francis DELPÉRÉE	355
ANNEXE 1. — <i>Note sur le mot référendum</i> , par André GOOSSE	371
ANNEXE 2. — <i>Avis de la section de législation du Conseil d'Etat du 15 mai 1985 sur diverses propositions de loi instituant le référendum ou la consultation populaire</i>	375
ANNEXE 3. — <i>Avis de la section de législation du Conseil d'Etat du 15 mai 1985 sur une proposition de décret instituant le référendum d'initiative populaire</i>	407
TABLE DES MATIÈRES	415